

LA PRESSE EN REVUE...



LUNDI 12 AVRIL 2015

SOMMAIRE

- 1) Ils bougent...
- 2) Aubry sous surveillance au prochain...
- 3) Demi-tour droite...oui mon Général !!
- 4) Austérité, austérité, austérité...
- 5) Il veut reconstruire quoi...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Le texte et la liste des 90 frondeurs du PS



Cent députés PS réclament un "contrat de majorité". (Reuters)

Avant le discours de politique générale de Manuel Valls et le vote de confiance à son gouvernement mardi, 90 responsables socialistes, dont des députés issus de l'aile gauche du parti, des amis de Martine Aubry et d'autres sensibilités du PS réclament, dans un texte que publie le JDD, un nouveau "contrat de majorité".

Avant le discours de politique générale de Manuel Valls et le vote de confiance à son gouvernement mardi, de nombreux socialistes réclament un nouveau "contrat de majorité". Au total, 90 signataires, dont plus de 80 députés et quelques figures du Parti socialiste, comme Emmanuel Maurel, leader de l'aile gauche, Guillaume Balas, représentant du courant de Benoît Hamon, ou encore François Kalfon, l'un des fondateurs du club "La gauche populaire". "Ce n'est qu'une première liste, nous dépasserons bientôt les 100 signataires, notamment quand cette liste sera soumise aux sénateurs", explique Christian Paul, proche d'Aubry et l'un des initiateurs du texte avec Laurent Baumel, Pouria Amirshahi et Marie-Noëlle Lienmann.

Voici le contenu de la lettre que le JDD s'est procurée :

"Les conditions de la confiance pour un contrat de majorité

Agir et ne pas subir. La défaite d'ampleur historique que nous venons d'encaisser nous donne une responsabilité sans précédent. Bien plus qu'une protestation de circonstance, les Français ont exprimé des positions très politiques et, dans leur diversité, des demandes de justice, d'efficacité économique et d'égalité républicaine.

Depuis de longs mois, les élus locaux et les députés avaient alerté sur le fossé qui se creusait entre la gauche au pouvoir et son électorat. Cette défaite électorale ne doit pas se transformer en renoncement démocratique. Au contraire, le temps du Parlement est venu. L'affirmation de la volonté politique est encore plus à l'ordre du jour. Le dialogue avec le nouveau Gouvernement s'engage dès maintenant. La représentation nationale doit être digne de sa mission et à la hauteur de ce moment de notre histoire. Il lui revient de participer aux nouvelles orientations qu'exige cette nouvelle étape.

Dans ce but, il faut aller plus loin que les habitudes et les certitudes. Pour répondre

vigoureusement à l'épuisement institutionnel, nous proposons un contrat de majorité dans la durée. En effet, pour restaurer la confiance avec les Français, il faut recréer aussi la confiance avec le Parlement. Celui-ci doit apporter sa légitimité en soutien des choix que les citoyens de tous horizons attendent de la gauche au pouvoir.

Notre première contribution au contrat de majorité privilégie les orientations ainsi rappelées :

1-Obtenir une réorientation européenne mettant fin aux politiques d'austérité qui ont enfoncé l'Europe dans la récession. Pour cela, il faut mettre en oeuvre des trajectoires budgétaires soutenables, compatibles avec le retour de la croissance et la baisse du chômage.

Les trajectoires budgétaires imposées aux Etats et à l'Union, sans distinguer selon la nature des dépenses, ne sont pas des tabous. Il y a urgence à les rediscuter. La Commission doit enfin changer de cap. L'élection européenne, le 25 mai, sera aussi l'occasion de mener ce combat.

Il n'y aura pas d'échappatoire au déclin si les consolidations budgétaires ne sont pas accompagnées d'investissements massifs publics et privés, soutenus par l'Union, dans les énergies renouvelables, les transports, le numérique, la construction de logements et la recherche.

2 - Concentrer les moyens publics sur la création réelle d'emplois et, ainsi, intensifier le redressement productif. Pour cela, substituer un pacte national d'investissement, négocié jusqu'au niveau des entreprises, aux mesures les plus coûteuses et sans conditions actuellement envisagées dans le pacte de responsabilité. Concentrer les marges de manœuvre de la France sur l'emploi, l'investissement, la formation, c'est la condition de la protection des salariés contre le chômage de masse.

3-Défendre des décisions de justice et de pouvoir d'achat : des mesures en faveur des bas salaires, la réforme fiscale et la CSG progressive, l'effort en faveur des retraites les plus modestes, que nous avons demandés depuis des mois.

Ces améliorations de pouvoir d'achat, combinées au développement des emplois aidés non marchands pour les jeunes et les chômeurs de longue durée et aux investissements publics, contribueront à soutenir la demande, indispensable à la reprise économique. politiques d'offre déjà mises en oeuvre.

C'est, par ailleurs, la seule façon rendre efficaces les politiques d'offre déjà mises en oeuvre.

4-Réaffirmer et amplifier les choix et les engagements de 2012 :

-Muscler les efforts de régulation des activités financières et bancaires, et leur mobilisation pour l'investissement et les territoires. Promouvoir la responsabilité sociale et environnementale des multinationales et leur "devoir de vigilance".

-Rendre populaire la transition écologique : financement et avances pour les travaux de rénovations énergétiques, co-investissements citoyens dans les énergies renouvelables, plan de remplacement des véhicules et équipements anti-écologiques.

- Engager un mouvement de transformation de l'Etat et des collectivités locales, avec les citoyens et les agents publics. Nous soutiendrons les économies efficaces, pas les régressions sociales : non aux économies de dépense qui conduisent à des reculs pour la Sécurité sociale ou à la panne de l'investissement public!

-Défendre l'égalité des territoires par un socle de droits (le "bouclier"), une relance des économies locales, un remaillage des services publics sur deux piliers : l'éducation et la santé.

-Revitaliser la démocratie française. Un sentiment d'abandon exaspère aujourd'hui de nombreux Français. Ils se sentent oubliés, incompris, pas écoutés. Pour écouter les citoyens et mobiliser la société, nous devons inventer des formes participatives nouvelles et lutter contre toutes les formes d'exclusion. Dans notre République, nous sommes différents, mais tous égaux devant la loi. Le pays ne se sent pas représenté, encore plus quand le Parlement n'est pas entendu. La nouvelle étape doit retrouver les droits et les devoirs du Parlement. Notre majorité sera plus soudée, si elle inaugure des manières modernes de préparer les grandes décisions et de délibérer.

Ne laissons pas s'installer de faux clivages entre les "cigales" et les "fourmis", mais nous savons aussi que jamais la France ne se redressera dans l'austérité et en laissant exploser le chômage et les inégalités. Nous faisons le choix d'une politique qui marche. Nous recherchons l'équilibre entre les salariés et les entreprises et entre les efforts et la justice, pour toutes les composantes de la société.

Refusant la fuite en avant façon Sarkozy, nous choisissons l'efficacité pour mener les politiques d'investissement, la transformation de l'Etat, l'innovation publique.

Les Français n'ont pas changé depuis le 6 mai 2012, ils sont déçus. Ils ne sont pas versatiles, ni ralliés à l'UMP qui n'a rien d'autre à proposer que la dérégulation et l'austérité. Il est impératif d'exprimer une vision claire et offensive du futur de la France et de son rôle en Europe. Les Français ont le sentiment que la politique qu'ils avaient choisie n'est pas assumée. Ils nous l'ont dit dans les urnes. Il faut maintenant passer des urnes aux choix et, pour nous, des mots aux actes. Les temps qui viennent sont pour tous, et pour chacun d'entre nous, une épreuve de vérité.

Les 90 signataires :

<http://www.lejdd.fr/Politique/La-liste-des-90-frondeurs-du-PS-pour-un-nouveau-contrat-de-majorite-660292>

Arthur Nazaret - Le Journal du Dimanche

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Congrès du PS: Martine Aubry se rendort

Par Stéphane Allières et Mathieu Magnaudeix

La maire de Lille, très critique sur le quinquennat de François Hollande, renonce à porter une motion au congrès du PS ou à s'allier avec les frondeurs. Elle rejoint la motion majoritaire soutenue par François Hollande et Manuel Valls. Et s'anesthésie

Évidemment, elle a attendu jusqu'au dernier moment pour annoncer sa décision, même s'il n'y avait plus de suspense. Ce vendredi 10 avril, à la veille d'un week-end très chargé au PS avec le dépôt officiel des motions pour le congrès de juin, Martine Aubry a enfin libéré la fumée blanche, lors d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale : oui, elle a bien fait le « choix de signer

une motion commune » dont le premier signataire sera l'actuel numéro un du PS, Jean-Christophe



François Hollande et Martine Aubry, à Lille, le 22 novembre 2014 © Reuters

Autrement dit, et même si le mot « ralliement » lui déplaît (« on ne s'est pas rallié, il ne nous a pas ralliés, nous avons travaillé ensemble et c'est le fond qui a primé »), Martine Aubry rentre dans le rang. Elle ne sera pas à la tête d'une motion alternative. Elle ne signera pas celle des frondeurs, emmenée par Christian Paul, un de ses proches. Elle soutiendra la motion majoritaire. Celle soutenue par François Hollande, son rival de la primaire socialiste, la « couille molle » qu'elle déteste cordialement (c'est réciproque). Celle du premier ministre Manuel Valls, dont elle conteste la politique, à qui elle avait dit en 2009, lorsqu'elle était première secrétaire du Parti socialiste, qu'il pouvait « quitter le PS » s'il en avait envie.

« Tout ça pour ça ? » Cette question, posée vendredi par nos soins lors de cette conférence de presse, l'agace. « Lisez le texte de la motion ! » Ses proches l'assurent : en quelques semaines, la maire de Lille a obtenu davantage d'inflexions politiques que les frondeurs en un an. Pour s'assurer de son soutien, François Hollande a dégainé des mesures pour encourager l'investissement, soulager les collectivités locales et créer un « compte personnel d'activité » tout au long de la vie, préfiguration de la sécurité sociale professionnelle à laquelle la sociale-démocrate Martine Aubry est attachée.

Vendredi soir, le texte provisoire de la motion que Mediapart a pu consulter actait, de fait, plusieurs victoires symboliques pour l'ancienne candidate à la primaire : la mention d'un début de réforme fiscale, promise en 2012 puis abandonnée ; le refus du « contrat unique » ou de l'extension des « contrats de chantier » envisagée par l'exécutif ;

des « contreparties » au Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) ; la référence à une « nouvelle social-démocratie », son credo. « La crise de 2008, la plus grave depuis 1929, a montré que la troisième voie n'en était pas une pour la gauche. L'avenir n'est pas le social-libéralisme. Car à la fin, il reste le libéralisme sans le social », dit le texte. Du Aubry dans le texte. Mais pour l'heure, rien ne dit que ces mesures seront effectivement mises en place par le pouvoir – ni même dans le texte définitif de la motion, dont le dépôt a été repoussé samedi jusqu'au lendemain.

En mai 2012, celle qui avait refusé le grand ministère de la culture proposé par François Hollande, puis quitté la direction du PS, s'était retirée « dans son beffroi » lillois (elle se moque de la formule, très prisée par les journalistes). Pendant deux ans, elle a gardé le silence, réservant ses piques les plus acerbes pour les déjeuners avec Hollande, Ayrault ou Valls.

Après la défaite des municipales et l'arrivée de Manuel Valls à Matignon, au printemps 2014, la fronde gagne les parlementaires socialistes. On la dépeint en grand ordonnatrice de la contestation ? Ses amis réfutent, mais disent aussi qu'Aubry ne voit pas cette grogne d'un mauvais œil. Jean-Marc Germain et Christian Paul, deux de ses proches, sont à la tête du mouvement. Les aubrystes de l'Assemblée se réorganisent, assurent qu'elle va bientôt parler, dire tout haut ce qu'elle pense tout bas. Elle commence à lancer des piques publiques. « Ça, c'est bien une chanson de gauche ! » lance-t-elle à la fin d'un meeting pour les européennes à un Manuel Valls qui rit jaune.

http://www.dailymotion.com/video/x1uziy2_ca-c-est-bien-une-chanson-de-gauche-la-vacherie-de-martine-aubry-a-manuel-valls_news

C'est la réforme territoriale qui la fera sortir de son silence, et de ses gonds. En juillet 2014, elle prend la parole pour flinguer la réforme qui fusionne «son» Nord-Pas-de-Calais avec la Picardie.

« On est en train de faire du Monopoly, de jouer à Sim City sans demander l'avis des élus concernés », dit-elle depuis Lille. En lançant un premier missile à destination de François Hollande.

« Depuis deux ans si, dans tous les domaines, on avait eu une grande vision et une méthode, on aurait eu un peu moins de problèmes. »

http://www.francetvinfo.fr/politique/reforme-territoriale/video-reforme-territoriale-martine-aubry-ne-veut-pas-jouer-au-monopoly_650581.html

Un mois plus tard, les ministres qui contestent la ligne Valls-Hollande sont expulsés du gouvernement. Martine Aubry inaugure l'ère de ce que son entourage appelle les "cartes postales", ces petits "shoots" de gauche qui soulignent les renoncements du pouvoir.

À la fin de l'été, cinq jours après le départ de Montebourg, Hamon et Filippetti du gouvernement, elle dit vouloir expérimenter à Lille la loi Alur de Cécile Duflot, que Manuel Valls veut détricoter. Elle réclame aussi des « inflexions à faire dans la politique économique ». Valls la dépeint en diviseuse. « Je dis à Manuel, très simplement : faut pas se crisper, répond-elle. Il n'est pas trop tard pour réussir le quinquennat. C'est pas foutu. J'essaie simplement de rééquilibrer. »

Quelques jours plus tard, elle semble donner raison aux frondeurs qui ne veulent pas voter la confiance à Manuel Valls. Elle se dit alors « pour l'indépendance de chacun. Nous avons tous une conscience, nous avons tous des convictions. Il faut que chacun vote en fonction de ce qu'il croit utile pour la réussite de notre pays, pour la réussite du président. » Et d'ajouter, alors que l'exécutif met en garde contre la division : « On fait l'unité en parlant du fond, on ne fait pas l'unité en disant "Unité, unité, unité". On fait l'unité sur un projet, on fait l'unité sur des valeurs, sur un sens et sur des réponses. »

« À l'intérieur on est plus utile »

En octobre, alors qu'elle publie sa contribution en vue du congrès du PS, elle donne un long entretien au Journal du Dimanche, où elle propose, comme les frondeurs, un vaste « plan de soutien à la croissance, qui touche les ménages et les collectivités locales », en réorientant une partie du CICE. « Il serait assez curieux, avec la crise sous les yeux, de s'amouracher à contretemps d'illusions qui démoralisent notre pays. Les tentatives de Tony Blair et de Gérard Schröder sont derrière nous. » En décembre, elle dénonce encore la « régression sociale » de l'extension du travail dominical prévu par la loi Macron, que le gouvernement impose finalement en février en recourant à l'article 49-3 de la Constitution.



Malgré toutes ces critiques, Martine Aubry s'est rangée. Pouvait-elle faire autrement ? Ces derniers mois, elle s'est laissé dépendre en recours, elle a dit ou laissé dire par ses amis tout le mal qu'elle pensait de la politique gouvernementale, et plus encore de son virage social-libéral. En marge du pouvoir, avec la seule arme de son verbe, face à un exécutif donnant l'impression de céder idéologiquement à sa droite, l'ancienne ministre du travail des gouvernements Bérégovoy et Jospin dans les années 1990 a entretenu depuis 2012 la flamme des valeurs, de la « fierté » d'être de gauche, un terme qu'elle utilise souvent. Mais elle n'a jamais rompu, et a tout fait, cette fois encore, pour trouver un accord. Les "cartes postales" certes, mais à la fin le voyageur revient toujours à la maison.

À vrai dire, tout incitait la maire de Lille à rentrer dans le rang. D'abord sa ligne politique, sociale-démocrate, mais pas à la gauche du PS. Sa culture du compromis, et plus encore le refus d'être en dissidence dans son propre parti, avec des Hamon ou des Montebourg qu'elle n'apprécie guère. « On n'a jamais bougé, on est toujours dans la centralité du PS et on compte y rester, a-t-elle dit vendredi soir. C'est parfois plus facile de s'opposer. J'ai toujours préféré être dedans pour me battre, à l'intérieur on est plus utile. » Sa propre situation au PS, aussi. L'an dernier, l'agglomération de Lille a basculé à droite. Il y a deux semaines, le Nord, son département, détenu par le PS depuis 1956, a lui aussi basculé, et le Parti socialiste ne reste majoritaire que dans le centre de Lille. Quoi qu'elle en dise, ses positions locales sont menacées, et elle aurait couru le risque d'une

contestation interne si elle avait fait sécession. Son ralliement à la motion majoritaire est donc aussi le prix de la tranquillité chez elle, dans une région où la gauche, jadis puissante, ne cesse de perdre en influence. Et tant pis si, au passage, plusieurs de ses proches et soutiens rejoignent la motion des frondeurs.

Son âge, 65 ans le 8 août prochain, a aussi joué : ses proches soulignent qu'elle n'en a jamais autant parlé, comme si elle avait renoncé à jouer un rôle politique national. Et sans doute, aussi, un certain rapport à la politique. « Je n'ai pas de problème personnel, je n'ai pas besoin d'un emploi, je suis heureuse de ce que j'ai fait », a-t-elle dit vendredi. Durant toute sa carrière politique, ce sont les autres qui ont eu de l'ambition pour elle. Elle est devenue maire de Lille à la demande de Pierre Mauroy ; la dame des 35 heures alors qu'elle était contre ; la première secrétaire du PS après qu'on a déposé sa candidature à sa place, et in extremis ; la candidate à la primaire présidentielle alors qu'elle souhaitait soutenir Dominique Strauss-Kahn, attendant ensuite longtemps, trop sans doute, pour se déclarer, face à un François Hollande décidé et parti depuis longtemps.

Martine Aubry est-elle politiquement finie ? De son héritage politique national à la tête du PS, il ne reste quasiment plus rien. Elle avait réussi à redresser le PS en état de mort cérébrale après la défaite de 2007, au terme d'un congrès de Reims houleux et traversé de tricheries de toutes parts. Là où Hollande avait quasiment tué le parti, elle l'a remis d'aplomb, pour le profit de son prédécesseur : référendum militant sur la rénovation du parti, mise en avant du non-cumul des mandats, organisation d'une primaire ouverte, reconstruction d'un projet au terme d'un long cycle de conventions de réflexion et de rapprochements avec des intellectuels, union des gauches aux régionales de 2010 et aux cantonales de 2011, élaboration d'un accord programmatique et électoral avec les écologistes, etc. Autant d'acquis militants soldés depuis par le socialisme au pouvoir de François Hollande. Elle n'a pas voulu gêner, a fait campagne pour Hollande sans faire de bruit, a laissé Harlem Désir reprendre le PS, repliée et désolée à Lille, en voyant son parti redevenir la coquille vide qu'il était avant elle. Au PS, Martine Aubry n'aura été qu'une parenthèse.

Avant même que le quinquennat de François Hollande ne commence, c'est probablement elle qui avait le mieux défini ce qu'allait être la pratique du pouvoir de François Hollande, ce fameux « flou » dans lequel se cache toujours un « loup ». Trois ans plus tard, alors que les avanies se sont succédé pour le pouvoir, elle se voit désormais en grande facilitatrice du quinquennat, celle qui permettra la restauration du dialogue entre François Hollande, sa majorité socialiste et les écologistes. « Il reste deux ans dans ce quinquennat et nous devons tous être là pour réussir ensemble », explique Aubry. « Être avec Valls et “Camba”, c'est pas ce que je pense, mais je comprends Martine. Elle fait le calcul qu'il n'y a pas d'autre majorité possible et ne veut pas donner le sentiment que Valls serait majoritaire dans le parti. Là, elle reviendra au BN et pourra y faire entendre sa voix », confie ce samedi matin, en marge du conseil national, et les larmes aux yeux, un cadre de Vive la gauche.

Puisque François Hollande sera le candidat naturel du PS en 2017, nature des institutions et culture légitimiste du PS obligeant, elle mettra son énergie à l'amener au second tour de la présidentielle. « Je dirai ce que je pense », prévient-elle. Mais l'écouterait-on encore ?

mediapart.fr

III) Le demi-tour demi-avoué demi-réussi de François Hollande

Eric Le Boucher



François Hollande, pendant le discours du Bourget, le 22 janvier 2012. REUTERS/Benoit Tessier

Trois ans après le discours du Bourget, le président a radicalement changé de politique. Trop tard pour emmener derrière lui une majorité plus à gauche que lui. Un piège idéologique qui sera redoutable en 2017.

Imaginez-vous le discours de lancement de sa candidature au Bourget, le 22 janvier 2012, dans lequel François Hollande annonce: l'absolue priorité donnée au rétablissement des marges des entreprises pour leur permettre d'investir massivement; une relance des investissements publics et des collectivités en échange d'une forte réduction de leurs dépenses de fonctionnement; une modification du Code du travail pour permettre aux entreprises de déroger aux règles du temps de travail si les syndicats maison sont d'accord; une réallocation de l'épargne en faveur des placements de long terme au capital des entreprises; enfin, une mesure de gauche, forte et moderne: la création d'«un compte personnel d'activité» qui aide les salariés à changer d'emploi dans un monde mouvant grâce à «une sécurisation des parcours» et la portabilité des droits. Dans une ère schumpétérienne, de créations-destructions, le socialisme n'est plus la défense des emplois existants (les Florange) mais la défense des salariés en les équipant de capacités de rebond.

Imaginez-vous, de surcroît, que le candidat demande à ses électeurs d'être patients sur la croissance, il table de façon totalement inédite dans le monde politique sur des chiffres en deçà de ce que prévoient les économistes: 1% de croissance l'année en cours et 1,5% les deux années suivantes? Dans ces conditions, l'autre priorité est de faire des économies, 21 milliards d'euros dès la première année. Si la croissance est meilleure qu'attendu, «le surplus de recettes doit aller à la diminution plus rapide des déficits».

Imaginez-vous que cette politique conduise la France «sur une trajectoire légèrement meilleure que celle recommandée par la Commission européenne»? Vous noterez le mot «meilleure»: la réduction du déficit est plus forte donc «meilleure», les socialistes rompent avec leur keynésianisme primaire qui voulait que la dépense publique soit toujours bonne et que plus il y en a, «meilleur» c'est.

Les mesures sus-citées sont exactement celles annoncées cette semaine par le Premier ministre, Manuel Valls. Les citations sur le déficit sont

celles du ministre des Finances, Michel Sapin, dans une interview aux Echos du 9 avril 2015.

Au regard du discours du Bourget prononcé par le candidat socialiste, qui s'en prenait à son ennemie «la finance» et promettait une taxe de 75% sur les riches, le demi-tour est cette fois-ci complet.

La première question qui se pose est évidemment celle du temps perdu: deux ans. Celle du coût du détour: des hausses d'impôts qu'il faut ensuite effacer. Celle de la confiance: effectuer un demi-tour à demi-chemin du quinquennat a le mortel inconvénient politique de déplaire à ses amis sans séduire ses adversaires.

Que reste-t-il «de gauche»?

La «confiance» dans François Hollande reste au plus bas. Du moins pour l'instant. La priorité donnée aux entreprises, à l'économie de l'offre ne déclenche pas l'adhésion des chefs d'entreprise, qui restent l'arme de l'investissement au pied. Paralysés par le «choc fiscal» des deux premières années, ils en réclament «toujours plus», à l'instar de Pierre Gattaz, le président du Medef. Aucun gouvernement depuis Pompidou n'a proposé en France une stratégie plus en faveur des entreprises, mais les patrons continuent de douter.

La seconde question en découle, elle est posée légitimement par les socialistes: que reste-t-il aujourd'hui «de gauche» dans le programme Hollande-Valls? Aider les entreprises est indispensable pour l'économie française, pour la croissance, il eût fallu le faire dès le début, il faut s'y atteler sans mégoter. Mais cela ne fait pas «une vision sociale». Il faudrait pour avancer redéfinir ce qu'est l'égalité et ce qu'est le service public, mais cette remise en perspective et en mouvement est bloquée tant que le couple au pouvoir ne s'attaque pas aux bastions corporatistes des systèmes éducatif et sociaux. C'est-à-dire au cœur de l'électorat du Parti socialiste.

Le président Hollande n'a pas changé son parti. Chemin faisant, il aurait dû à la manière d'un Pierre Mendès France faire la pédagogie de son demi-tour et relancer la discussion sur des nouvelles politiques de gauche de l'école, de l'urbanisme, de l'intégration, de la protection sociale. Il eût pu dépasser facilement l'opposition primitive des «frondeurs» et celle boudeuse de Martine Aubry.

A la primaire de 2011, Manuel Valls, qui, lui, n'a pas changé de ligne, n'avait obtenu que 5,63% des voix au premier tour, tandis que Hollande en obtenait 39,17%, Martine Aubry 30,42% et Arnaud Montebourg 17,19%, soit 47,61% à eux deux. La moitié des socialistes était sur une ligne gauche de la gauche et en réalité probablement plus. A l'époque, François Hollande ne pouvait pas se présenter sur une ligne nettement sociale-démocrate, gauche moderne, il aurait été rejeté. Mais aujourd'hui, faute d'avoir trouvé les moyens d'une mue, la composition idéologique et sociologique du PS est restée la même. Même pensée keynésiano-redistributive figée, même surreprésentation de fonctionnaires.

Le social-démocrate François Hollande, chemin faisant, n'a pas réussi à emmener ses camarades derrière lui. Le Parti socialiste reste à majorité non aligné sur la politique actuelle. Il est incapable de redéfinir radicalement ce que doit être une politique de gauche au XXI^e siècle. La difficulté du président 2015 avec sa majorité est la même que celle du candidat 2012 et elle se retrouvera en 2017.



Par Eric Le Boucher Journaliste



LAPRESSEENREVUE.EU

Recours de la droite pour les départementales du Kremlin-Bicêtre



Ils étaient arrivés en troisième position à l'issue du premier tour des élections départementales dans le canton du Kremlin-Bicêtre. Nadia Chiboub (MoDem) et Benoît Crespin (UMP) dénoncent des « irrégularités » et réclament un nouvel appel aux urnes. (DR.)

Leur liste était montée sur le podium le 22 mars, à l'issue du premier tour des élections départementales dans le canton du Kremlin-Bicêtre - Gentilly. Nadia Chiboub (MoDem) et Benoît Crespin (UMP), dont le binôme a enregistré seulement trois voix de moins que les numéro 2 - Sarah Benbelkacem (MRC) et Jérôme Giblin (PS) - vient de déposer un recours au tribunal administratif.

Et ce pour deux raisons : « *Un certain nombre d'erreurs [relevées] dans le déroulement du scrutin* » et l'absence de « choix alternatif » au second tour, suite au désistement du ticket MRC-PS qui les disqualifiait de fait en garantissant la victoire des candidats communistes. Selon Benoît Crespin, « un électeur a pu voter sans pièce d'identité à Gentilly.

L'un de nos assesseurs a dû attendre 1 h 30 avant qu'on ne le laisse entrer dans son bureau de vote. Et au Kremlin-Bicêtre, nous avons constaté sur un cahier d'émargement qu'une même personne a pu voter deux fois !

Sans ces irrégularités, nous aurions pu nous qualifier pour le deuxième tour. » « *Ce sera à la justice de trancher, répond Jean-Marc Nicolle, 1^{er} adjoint au Kremlin-Bicêtre et patron MRC 94. Ce que je peux vous dire, c'est que le procès-verbal dressé à la clôture du scrutin n'a fait l'objet d'aucune observation de leur part. Et puis, nous avons nous-mêmes présenté des candidats. Ils n'ont absolument rien relevé d'irrégulier.* »

IV) Manif anti-austérité : «Comment voulez-vous qu'on s'en sorte ?»

Marie CAMPISTRON



Dans le cortège de la manifestation anti-austérité ce jeudi. (Photo Albert Facelly pour

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants ont défilé à Paris, à l'appel des syndicats CGT, FO, FSU et Solidaires, pour dénoncer la «politique d'austérité» du gouvernement.

Peu avant 13 heures, les coups de sifflets retentissent déjà dans les couloirs du métro place d'Italie, à Paris. Dans l'un des wagons, Véronique, vêtue d'une blouse blanche, a répondu à l'appel du mouvement de grève interprofessionnelle des syndicats CGT, FO, FSU et Solidaires. Comme des dizaines de milliers d'autres travailleurs – entre 32 000 (selon la police) et 120 000 personnes (selon la CGT) – cette technicienne de laboratoire en hôpital est venue défendre son secteur face à la «politique d'austérité». Le gouvernement «pratique aujourd'hui une santé à deux vitesses», résume-t-elle. En voulant faire des économies, «on ferme certains services en les regroupant dans d'autres établissements». «Des lits de patients sont supprimés, puis on sucre des emplois. Comment voulez-vous qu'on s'en sorte ?», gronde-t-elle.

Comme elle, beaucoup manifestent ce jeudi après-midi pour la défense du secteur public. A quelques mètres du cortège et des drapeaux, Carole, infirmière scolaire syndiquée FSU, discute avec quelques collègues. Depuis plusieurs années, elle intervient dans un collège et sept écoles primaires de Seine-Saint-Denis. Une lourde permanence qui nécessiterait selon elle, plus de personnel. Mais au-delà des «difficiles» conditions de travail, Carole se heurte tous les jours à la situation de précarité des familles. «Quand un petit garçon rentre chez lui le soir et

est confronté au chômage de son père, difficile pour lui d'aller à l'école et de faire abstraction de ces problèmes», déplore-t-elle.

Sous les drapeaux de la FSU, Alain, employé au conseil général du Val-de-Marne, ne cache pas son inquiétude : «Le service public est dans un tel état que la France risque d'ici quelques années de finir comme la Grèce.» Le syndicaliste déplore le gel des salaires des fonctionnaires opéré depuis 2010. «Mon pouvoir d'achat diminue, car on ne nous paie pas plus alors que les prix augmentent», constate-t-il amèrement.

«Recul des acquis sociaux»

Plus loin, un groupe de jeunes femmes gagne le cortège, sous les couleurs de Force ouvrière. Des casquettes à pois au logo Carrefour révèlent aux passants leur employeur. Leur principale revendication : «Ne pas travailler le dimanche», clament-elles en chœur. Pour ces employées, c'est un «recul de leurs acquis sociaux». «Le dimanche est un jour à passer en famille, pas à bosser», résume Précieuse, employée dans un hypermarché à Crêches-sur-Saône en Bourgogne. «Aujourd'hui, nous pouvons travailler cinq dimanches par an, en étant payé à 300%. Avec la loi Macron, on pourrait devoir bosser 12 fois dans l'année, mais on ne serait jamais payés de la même façon», estime-t-elle.

Contrairement à la majorité des manifestants, Florian et Marie ne font pas partie d'un syndicat. Ils sont tous les deux enseignants dans le primaire, un métier «pas suffisamment valorisé» à leurs yeux. Là encore, la critique est la même : les

les moyens manquent cruellement. «Avec des classes de plus de 30 élèves, on n'a plus le temps de s'occuper de ceux qui sont en difficulté», soupire Marie.

Des retraités étaient également présents. Ancienne infirmière, Colette, 70 ans, est syndiquée Sud depuis plus de quarante ans. Elle s'indigne aujourd'hui face à la difficulté de trouver un emploi «pour les jeunes générations». Quant à elle, sa retraite «n'est pas à plaindre». Elle marche aujourd'hui pour «tous ceux qui n'ont pas [sa] chance».

liberation.fr- Marie Campistron

V) Cambadélis veut un PS "ni social-libéral, ni mélenchonisé"



Le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis à Paris, le 11 avril 2015 ©Alain Jocard

Le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, a déclaré dimanche vouloir construire un parti "qui ne soit ni social-libéral ni mélenchonisé", ...

Le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, a déclaré dimanche vouloir construire un parti "qui ne soit ni social-libéral ni mélenchonisé", et qui puisse rassembler une "alliance populaire" à gauche.

Invité du Grand rendez-vous Europe 1/Le Monde/iTÉLÉ peu avant le dépôt formel des quatre motions entérinées samedi par le conseil national du PS, Jean-Christophe Cambadélis a souhaité que la motion qu'il présentera au congrès du PS, en juin, soit "très largement majoritaire, pour que le Parti socialiste soit définitivement stabilisé et construise enfin son renouveau".

"Les personnalités qui se sont rassemblées sur ma motion partagent trois idées simples: le sens de l'intérêt général de la gauche, la volonté que le gouvernement réussisse dans le redressement du pays, et enfin la nécessité d'avoir un parti socialiste qui soit ni social-libéral ni mélenchonisé", a-t-il dit, en référence au fondateur du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon.

Il faut, selon lui, que le PS "soit capable de rassembler l'ensemble des citoyens qui sont à gauche dans ce pays, dans une nouvelle alliance populaire".

Martine Aubry, qui a finalement signé sa motion, "n'a jamais été à la tête des frondeurs, elle ne les a pas inspirés, elle a une orientation politique qui lui est propre, elle a toujours voulu se situer au centre du Parti socialiste", estime-t-il.

M. Cambadélis a reconnu que des références hostiles à deux anciens dirigeants européens, le travailliste britannique Tony Blair et le social-démocrate allemand Gerard Schröder, avaient été retirées du texte de sa motion, à la demande du maire de Lyon Gérard Collomb, de l'aile droite du PS.

"On a passé des heures et des heures à discuter ligne à ligne, mot à mot" la motion, a-t-il dit, mais en revanche lors du congrès, en juin à Poitiers, "il n'y aura pas la fameuse commission de synthèse, il y aura une majorité qui permettra la clarté".

Interrogé à plusieurs reprises sur une candidature de François Hollande à la présidentielle en 2017, Jean-Christophe Cambadélis a refusé de se prononcer: "Aujourd'hui François Hollande est à sa tâche de président de la République, il n'a pas annoncé sa candidature".

Aux élections régionales de décembre, Jean-Christophe Cambadélis estime que le PS "fera de très bon scores" s'il "réussit à être clair dans ses objectifs et s'il est capable de nouer des alliances".

publicsenat.fr

A Suivre...
La Presse en Revue